



eurAC

réseau européen
pour l'Afrique centrale

Rapport annuel **2021**

Table des matières

Table des matières	1
Edito	2
A propos d'EurAc	3
Organisations membres	5
Un aperçu de 2021	7
▪ Participation politique des femmes lors des élections de 2023 en RDC	
▪ Suivi de la mise en œuvre du règlement de l'UE sur les minerais de conflit	
▪ Droits humains au Burundi	
▪ RDC – Droits des populations indigènes pygmées	
EurAc dans les médias	14
EurAc info	16
Réseaux sociaux	17
Situation financière	19
Rejoignez-nous!	20
Page arrière	23

Edito de Camille LIEWIG, Président d'EurAc

Chère lectrice, Cher lecteur,

La situation dans **la région des Grands Lacs** après un calme relatif consécutif à des années de crise politique, s'apprête à affronter un nouvel épisode important de son histoire à l'approche de nouvelles élections en **République démocratique du Congo**, qui portent en elles les germes de la contestation et menacent, une fois de plus, de déstabiliser l'ensemble de la région.

En RDC, les prochaines élections de 2023 ont déjà fait l'objet de critiques et de craintes exprimées par la société civile. Depuis 2021, le semestre dernier, EurAc, en collaboration avec ses membres et leurs partenaires congolais, a commencé à mobiliser l'**UE** pour la période cruciale qui s'ouvre, et poursuivra son action de plaidoyer avec la publication d'un important rapport sur l'état des lieux et les enjeux pré-électorales.

Malgré le calme apparent au **Burundi** avec des discours officiels d'ouverture de la part des autorités, la pression sur les **activistes des Droits humains** et la restriction de la liberté d'expression restent plus que jamais d'actualité. La libération et la victoire judiciaire du **défenseur des Droits humains** Germain Rukuki grâce à un important travail de mise en réseau ne doit pas faire oublier les nombreux militants encore en prison ou en exil et les intimidations vécues au quotidien par la population.

Au niveau institutionnel, la dynamique impulsée en 2020 avec la construction d'une nouvelle stratégie se poursuit. En 2021, EurAc a intégré **2 nouvelles organisations** et a rejoint plusieurs consortiums, mettant l'expertise du réseau au service des membres et alliés extérieurs. L'équipe d'EurAc a également pu se rendre à nouveau dans la région et renouer ses contacts avec les partenaires locaux.

Je remercie nos membres pour la confiance qu'ils m'ont accordée à travers le renouvellement de mon mandat de Président. Dans les deux années à venir, avec l'aide de tous les administrateurs, je m'engagerai à soutenir le réseau et son secrétariat dans son travail afin de mieux répondre aux défis des politiques européennes dans la région des Grands Lacs. ■



A propos d'EurAc

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, a pour objectif d'aider la région des Grands Lacs à construire un avenir meilleur. EurAc mène un travail de plaidoyer pour un engagement fort, cohérent et durable de l'Union européenne et de ses Etats membres, intégré à une approche régionale.

Secrétariat



Clara DEBEVE,
Directrice



Vasty MIGUEL,
Chargée de communication



Teodora NGUEN,
Chargée de plaidoyer



Daniela BISHOP,
Chargée de communication
jusque janvier 2022



Amal HAMICH,
Assistante de direction
jusque juin 2021

Administrateurs

- Camille LIEWIG,
Secours catholique – Caritas France
- Véronique PATERNOSTRE,
CNCD-11.11.11.
- Lore BERTREM,
CNCD- 11.11.11.
- Davide SOTO NARANJO,
Free Press Unlimited
- Samuel POMMERET,
CCFD-Terre Solidaire
- Annick VAN LOOKEREN CAMPAGNE,
Cordaid

Objectifs

EurAc, en tant que réseau de plaidoyer, vise à ce que l'UE et ses États membres développent et mettent en œuvre des politiques fortes et cohérentes en matière de paix, de sécurité, de participation politique inclusive, de gestion durable et équitable des ressources naturelles et de plein respect des Droits humains dans la région des Grands Lacs.

Thématiques



Paix et sécurité



Démocratie et Droits humains



Ressources naturelles



Organisations membres



Les membres d'EurAc sont des organisations de la société civile européenne qui travaillent dans et sur la région et soutiennent la société civile locale au Burundi, en RD Congo et au Rwanda dans la promotion de la paix, du développement et la défense des Droits humains.

Pays d'origine

- Belgique (11)
- France (5)
- Allemagne (1)
- Irlande (1)
- Italie (1)
- Pays-Bas (4)
- Norvège (1)
- Espagne (2)
- Suède (2)
- Suisse (4)
- Royaume-Uni (1)
- Finlande (1)
- International (2)



Un aperçu de 2021



L'année 2021 d'EurAc en chiffres

- 4 rapports, 4 briefing politiques et 4 déclarations, tous diffusés de façon publiques ou confidentielles ;
- 30+ décideurs clés rencontrés ;
- 7 événements publics organisés ;
- Coordination d'environ 20 réunions avec d'autres organisations de la société civile ;
- 3 missions de travail du Secrétariat dans la région des Grands Lacs

🔍 Préparer la participation politique des femmes en 2023 pour les élections en RD Congo

Le travail d'EurAc sur le respect des droits Humains inclut la promotion de l'égalité des genres et des droits des femmes dans la région des Grands Lacs. Le réseau a publié une note d'orientation avec des recommandations à l'intention de l'Union européenne et de ses États membres pour qu'ils soutiennent activement la participation politique des femmes durant les scrutins de 2023 en RDC.

Le dernier plan d'action de l'UE en matière d'égalité de genre (GAP III) présente une vision tournée vers l'avenir. Le soutien à l'égalité de genre et à l'émancipation des femmes (GEWE) y est une partie intégrante de l'action extérieure de l'UE. D'ici 2025, 85 % de toutes les actions menées dans le cadre des relations extérieures de l'UE devraient contribuer à GEWE.

La parité en RDC est un principe constitutionnel, qui en théorie garantit une opportunité de représentation égale des genres dans les organes de décision.

Cependant, les femmes en RDC restent fortement sous-représentées au niveau politique. Subsiste également la question de savoir dans quelle mesure elles sont autorisées et sont capables de voter en connaissance de cause.

Pour répondre aux ambitions de l'UE, EurAc présente des recommandations pour un engagement GEWE plus cohérent et stratégique de l'UE et de ses États membres, en particulier pendant la période électorale en RDC.



DR Congo's 2023 elections: the European Union and its Member States should actively support women's political participation



This policy brief outlines recommendations for a more coherent, continued, and strategic Gender Equality and Women's Empowerment (GEWE) engagement by the European Union (EU) and its Member States focusing on pre-election elections and post-election times in the Democratic Republic of the Congo (DRC).

The full participation of women in political structures and in public decision-making processes is an important indicator of the level of gender equality and the cornerstone of democracy in a country. In the DRC, women represent 51% of the population.¹ However, women's political participation through running for office, voting or actively participating in democratic oversight by citizens has remained low across the board.

¹ <https://eurac.europa.eu/observatory/observatory-on-central-africa>, UN WOMEN, consulted on 15 November 2021.

Lisez notre note d'analyse : [Élections de 2023 en RD Congo : l'Union européenne et ses États membres doivent soutenir activement la participation politique](#)



🔍 Suivi de la mise en œuvre du règlement de l'UE sur les minerais de conflit

Le 1er janvier 2021 a marqué l'entrée en vigueur du règlement européen sur l'approvisionnement responsable en étain, tungstène, tantale et or (3TG) provenant de zones affectées par des conflits et à haut risque.

Ce règlement vise à garantir que les entreprises européennes effectuent des contrôles de diligence raisonnable sur leurs fournisseurs afin de rompre le lien entre l'exploitation des ressources minérales et les conflits violents. EurAc a activement fait pression pour son approbation et a depuis lors suivi sa mise en œuvre.

En juin 2021, EurAc, avec ses membres et une coalition d'ONG internationales, a publié un rapport analysant l'état de la mise en œuvre effective du règlement dans les États membres et souligne les difficultés et les lacunes persistantes pour sa pleine efficacité.

Lire le document de synthèse : Le règlement de l'UE sur les minerais de conflit - Mise en œuvre au niveau des États membres de l'UE



The EU Conflict Minerals Regulation
Implementation at the EU Member State level

Review paper
June 2021



European
NGO Coalition
on Conflict Minerals



Atelier avec des organisations de la société civile des pays producteurs pour proposer des solutions aux décideurs de l'UE

En septembre 2021, EurAc et ses partenaires ont organisé un atelier de trois jours suivi d'une conférence publique en ligne réunissant des représentants de la société civile locale et européenne, des fonctionnaires européens et des entreprises. Cet événement a rassemblé plus de 100 participants et a fourni des recommandations aux décideurs de l'UE concernant la mise en œuvre du règlement européen 3TG. Ces mesures d'accompagnement et règlement européen connexe sont en cours de rédaction et de discussion.

Madini - Renforcer la stabilité régionale dans les Grands Lacs



L'événement a été soutenu par le projet Madini qui est mis en œuvre par International Alert en consortium avec EurAc, IPIS, OGP et Justice Plus en RDC.

Le projet vise à améliorer la sécurité, la cohésion sociale et les Droits humains dans les régions de l'est de la RDC, riches en minerais et déchirées par les conflits. EurAc dirige et met en œuvre la stratégie de plaidoyer ciblant l'UE.

Dans le cadre du projet, le rapport sur [l'analyse des conflits et la cartographie des parties prenantes au Sud-Kivu et en Ituri](#) ont été publiés en juin 2021





Droits humains au Burundi

Depuis le début de la crise politique en 2015, EurAc a suivi la situation au Burundi au niveau des Droits humains, de la sécurité et de la participation politique. Avec l'arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye en 2020, certaines choses ont changé mais la situation générale reste problématique.

Appel à l'UE pour le respect de ses engagements en matière de Droits humains

Alors que le Conseil de l'UE et ses organes préparatoires examinent la situation au Burundi et la politique de l'UE en la matière, EurAc et 11 autres organisations ont exprimé leur inquiétude quant à la volonté de l'UE et de certains de ses États membres d'ignorer l'absence de progrès significatifs en matière de Droits de humains et l'impunité généralisée pour les graves violations passées et présentes des Droits de humains dans le pays.

Lettre ouverte - [L'UE doit honorer ses engagements en matière de Droits humains au Burundi](#)

Appel au renouvellement de la commission d'enquête de l'ONU au Burundi

A l'occasion de la 48ème session du Conseil des droits de l'homme, la FIACAT, le CCPR-Centre, l'OMCT et EurAc ont publié une déclaration orale dénonçant la persistance de graves violations des Droits Humains malgré l'alternance politique ; et demandant le renouvellement du mandat de la Commission d'enquête afin d'assurer la documentation et le suivi de la situation des droits Humains.

Déclaration conjointe - [HRC48 Item 4: Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi](#)



🔍 RD Congo - Droits des peuples indigènes pygmées

L'adoption récente d'une loi sur la protection des pygmées autochtones par l'Assemblée nationale congolaise est encourageante, mais les peuples pygmées autochtones de la RDC sont toujours victimes de discriminations et de violations de leurs droits, ainsi que d'accaparement des terres.

Le projet PEUPLE a été conçu à la demande d'organisations congolaises (PIDP, SPFA et REBAC) en partenariat avec un consortium de trois organisations européennes (AEDH, DOCIP, EurAc) et vise à promouvoir la participation des populations autochtones pygmées de la RDC à la gestion durable des terres et des ressources naturelles et à renforcer les capacités techniques, organisationnelles et de plaidoyer des organisations congolaises de défense des droits des populations pygmées.

En mai 2021, EurAc et ses partenaires ont organisé une conférence en ligne pour discuter de la promotion de la participation des peuples autochtones pygmées à la gestion durable des terres et des ressources naturelles en RD Congo. En août, EurAc et ses partenaires ont organisé une mission conjointe à Kinshasa afin de présenter nos messages politiques clés aux décideurs européens et congolais, et de rencontrer des partenaires et des réseaux de la société civile.





EurAc dans les médias

Communiqués de presse

[Droits humains] 27 Octobre 2021 - [CENI : l'Union européenne doit adopter une position ferme sur le respect du processus électoral en RD Congo](#)

[Ressources naturelles] 9 Juin 2021 - [Un nouveau rapport montre une mise en œuvre divergente du règlement européen sur les minéraux de conflit dans les États membres de l'UE](#)



eurac
european network
for central africa

PRESS RELEASE | 27 OCTOBER 2021

CENI: the European Union must adopt a firm position on the respect of the electoral process in the DR Congo

The European Network for Central Africa (EurAc) and its members regret that the appointment of the new president of the CENI Denis Kadima took place in the absence of consensus. The European Union (EU) must do everything possible to avoid a major political crisis that could jeopardise the holding of peaceful democratic elections in 2023.

On Saturday 23 October 2021, President Félix Tshisekedi signed the ordinance appointing the members of the new bureau of the Independent National Electoral Commission (CENI), thus confirming the controversial choice of Denis Kadima as president of the institution in charge of organising the 2023 elections. Although Denis Kadima's electoral expertise is recognised by many Congolese and international actors, a consensus on his appointment could not be found among the representatives of the eight religious denominations, which are responsible for appointing this authority. The Catholic and Protestant Churches fear that his proximity to the current authorities will undermine his duty of independence. This non-consensual appointment bears the seeds of potential future electoral disputes.

If measures are not taken quickly to ease tensions and strengthen the confidence of the Congolese population in the credibility and independence of the electoral process, the DR Congo risks heading towards a major and destabilising crisis.



Press Release - New report shows diverging implementation of the European Conflict Minerals Regulation across EU Member States

09/06/2021

Today, a Coalition of European NGOs working on responsible mineral sourcing have published a review paper discussing the state of implementation of the European Conflict Minerals Regulation across European Union (EU) Member States. The report highlights the shortcomings of the Regulation and the general lack of transparency that hinders effective and efficient monitoring of companies.

The European Conflict Minerals Regulation, also called the Regulation on Responsible Sourcing of

Couverture médiatique

[RDC/Respect du processus électoral : l'EurAc appelle l'Union européenne à adopter une position ferme](#), ElectionNet, 27 October 2021

[Elections 2023: "L'Union européenne doit adopter un positionnement ferme pour le bon déroulement du processus électoral en RDC"](#) (EurAc), Journal des Nations, 27 October 2021

[Kritik an EU-Verordnung zu Konfliktmineralien](#), Table Europe, 2 September 2021

[L'UE verso la revoca delle sanzioni al Burundi. La protesta dei difensori dei diritti umani](#), africaeuropa.it, 29 June 2021

[Des ONG internationales interpellent l'UE sur la reprise de la coopération avec le Burundi](#), RFI, 21 June 2021

[Interview: Minerais de sang : l'UE peut mieux faire](#), Africa Radio, 11 June 2021

[Un nouveau rapport montre des divergences dans la mise en œuvre du Règlement européen sur les minerais de conflit par les États membres](#), Desk Eco, 9 June 2021



EurAc info

Un outil précieux pour toute personne souhaitant recevoir des mises à jour régulières sur la région des Grands Lacs et/ou sur le travail de plaidoyer d'EurAc.

Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ?

- Les dernières nouvelles sur le Burundi, le Rwanda et la RD Congo, ainsi que la politique européenne dans cette région ;
- Les derniers rapports, invitations à des événements, articles et informations d'EurAc et de ses organisations membres ;
- Les derniers rapports et communiqués de presse des organisations de la société civile locale ;
- Lectures intéressantes, déclarations, recherches, documents de campagne, etc.



■ **Abonnez-vous!** ■

<https://www.eurac-network.org/en/eurac-info-newsletter>

Réseaux sociaux

Twitter

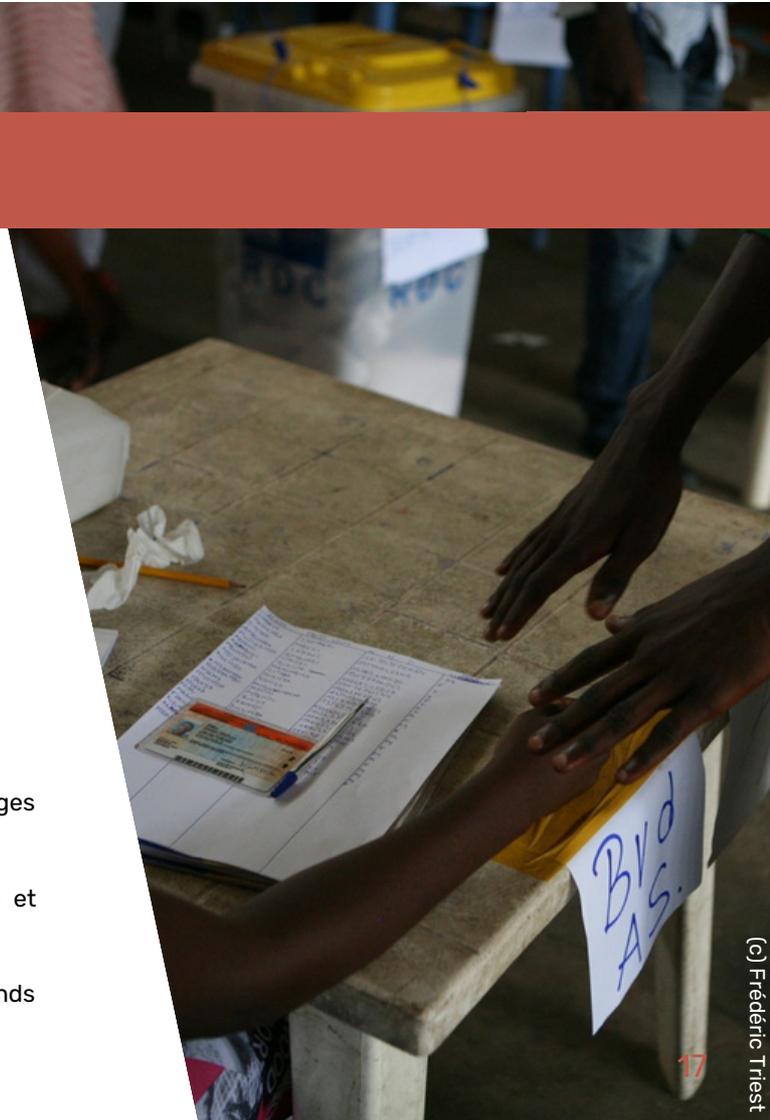
- [@Eurac_Net](#)
- Plus de 2,400 abonné.e.s

LinkedIn

- [Le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale \(EurAc\)](#)
- Près de 480 abonné.e.s

Suivez-nous et...

- Restez au courant des activités de plaidoyer et des messages d'EurAc
- Restez informé des activités des membres d'EurAc dans et autour de la région des Grands Lacs
- Recevoir des informations sur et depuis la région des Grands Lacs





Situation financière

EurAc travaille presque exclusivement sur la base de l'engagement et du soutien de ses organisations membres. Leurs cotisations annuelles permettent au secrétariat basé à Bruxelles de mener à bien son travail de plaidoyer et d'information de manière indépendante.

Revenus 2021*		Dépenses 2021*	
Cotisations des membres	188.189 €	Ressources humaines	161.722,16 €
Projet externe MADINI (Ministère néerlandais des affaires étrangères)	27.973 €	Frais de fonctionnement	28.611,38 €
Projet externe PEUPLE (Agence Française de développement - AFD)	7.020 €	Institutionnels et vie du réseau	8.269,06 €
Conseil externe sur le Burundi (Open Society European Policy Institute)	8.000 €	Communication	1.167,55 €
Total	231.182 €	Activités de plaidoyer	13.349,69 €
		Total	213.119,84 €

En 2021, la grande majorité des revenus d'EurAc provenait des cotisations annuelles des membres (81,4%). Le reste des revenus provenait de projets externes tels que le projet MADINI financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères (12,1%) et le projet PEUPLE financé par l'Agence française de développement (AFD), (3,4%). EurAc a également été soutenu par l'Open Society European Policy Institution pour une consultation spécifique sur le Burundi (3,5%).

La plupart des dépenses servent directement le travail de plaidoyer du secrétariat, qui repose essentiellement sur le coût des ressources humaines (75,5%) et une série d'activités (telles que des missions sur le terrain, l'organisation de réunions/événements ou la rédaction de rapports par exemple) appelées activités de plaidoyer (6,23%) et communication (0,5%). Les autres coûts de fonctionnement (13,92%) et les coûts institutionnels (3,9%) restent limités.

*Les chiffres et les résultats financiers pour l'année 2021 figurant dans ces tableaux restent provisoires jusqu'à leur approbation définitive par le commissaire aux comptes.

Rejoignez-nous!

Vous faites partie d'une ONG basée en Europe qui travaille sur/dans la région des Grands Lacs, plus précisément au Rwanda, au Burundi, et/ou en RD Congo ? Vous êtes intéressé par les questions liées aux Droits humains, à la démocratie participative, à la paix et à la sécurité, et/ou par la promotion de la gestion durable des ressources naturelles dans la région ? Rejoignez le réseau !

Un réseau fort, connu et légitime

- EurAc, en tant que réseau de plaidoyer, s'appuie sur une expertise solide et multiforme et sur des relations de longue date avec les responsables politiques et les décideurs des institutions de l'UE et des États membres et des agences des Nations unies, ainsi qu'avec les principaux acteurs locaux de la société civile de la région des Grands Lacs.
- EurAc est dans une position unique pour suivre les relations de l'UE avec la région des Grands Lacs et pour envoyer des messages clairs et basés sur des faits qui peuvent façonner l'agenda et les actions de l'UE conformément à la mission et aux principes du réseau.

Plus d'informations

- ▶ <https://www.eurac-network.org/en/become-eurac-member>



Rejoignez-nous!

Avantages pour les membres

- EurAc offre une expertise thématique et favorise les échanges informels de vues et d'informations de terrain entre ses organisations membres.
- Le travail de plaidoyer d'EurAc est alimenté par ses membres, qui sont des organisations possédant une expertise spécifique et solide en matière de Droits Humains, de paix et de sécurité ainsi que de gestion durable des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs.
- EurAc offre des possibilités de mise en réseau interne et externe, ainsi que la diffusion et la promotion des activités de ses membres.



(c) Frédéric Triest





eurAC

europaean network
for central africa

EurAc | Réseau Européen pour l'Afrique Centrale

Rue Stevin 115, 1000 Bruxelles (Belgique)

info@eurac-network.org

www.eurac-network.org

Twitter : [@EurAc_Net](https://twitter.com/EurAc_Net)

LinkedIn : [Le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale \(EurAc\)](#)